N°44 Lundi 13 Août

APL NANTES

bulletin régional de l'Agence de Presse Libération

APL-informations + bulletin édité par l'Agence de Presse Libération +
directeur: Maurice CLAVEL +I4 rue de Bretagne, 75003 Paris + Tel. 508 84 42
Imprimerie spéciale A.P.L. = prix du N° : I franc

Bureau Régional : "Librairie 7I", 29 rue Jean-Jaures, 44 ooo Nantes +

Abonnements: (les I2 N°, soit environ 3 mois) I0 francs minimum + soutien : I5 ou 20 francs+ en timbres, ou en chèque à l'ordre de la "Librairie 7I".
Vente au N° au bureau régional, et à St-Nazaire : Librairie "Le Tiers Livre"
Avenue de la Rébublique

SOMMAIRE : VOIR EN DERNIERE PAGE

ET CA CONTINUE.....

Les six jeunes filles qui sont détenues sans procès à la prison d'Armagh par le gouvernement de Westminster , et dont le sort est devenu le sujet d'une campagne massive internationale sont maintenant privées de courrier .

Et ces jeunes internées ont été informées que si elles se plaignaient de leur condition , elles seraient transforées dans un camp " contrôlé " par les militaires" ....., sous - entendu dans l'enceinte de Long Kesh .

Ces six jeunes filles : Elizabeth Mc Kee, Angela Nelson , Teresa Holland, Aine Walsh , Margaret Shannon et Marie Delaney sont reconnues par le Ministère de l'intérieur comme détenues en vertu de l'Acte des pouvoirs Spéciaux , mais on ne leur accorde pas les mêmes privilèges que leurs comparses hommes du camp de Long Kesh .

" Nous sommes traitées comme des détenues à perpétuité . Nous sommes avec 20 autres femmes condamnées à des peines de 2 à I2 ans . Nous n'avons aucune possibilité d'éducation , et les seuls jeux dont nous disposons sont un ping - pong cassé et des filets de "Net- ball" , mais pas de ballon" constate une lettre passée en secret de la prison d'Armagh .

Une autre lettre d' Aine Walsh demande surtout aux personnes habitantl' étrager qu'on leur écrive et leur envoie des documents socialistes " afin que nous puissions faire plus pour l' Irlande et pour le peuple irlandais quandnous retrouverons enfin la liberté ."

LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE INTERNATUDNALE

Ces jeunes filles ont suscité une campagne internationale massive contre l'internement lancée par l'Association pour les Droits Civiques en Irlande du Nord. Des affiches exposent leurs visages, et des tracts , et des brochures détaillant leur situation ont été diffusées partout dans lec monde ; la réponse est encourageante .Leur cas sera vivement exposé par l'importante délégation irlandaise au Festival mondial de la Jeunesse à Berlin au moins de Juillet et au début d' Aout , et dans de nombreux pays , des organisations féminines ont promis d'organiser des manifestations au dehors des ambassades et consulats britanniques en signe de solidarité et de protestation contre l'emprisonnement sans procès .

Elizabeth MC Kee , étudiante infirmière é été internée le jour de son 20 ème anniversaire . Après une vaine tentative d'évasion , elle a été battue brutalement par des gardiens et arrosée d'eau glacée en six occasionxs différentes dans sa cellule où elle est gardée en réclusion rigoureuse .

Teresa Holland , qui n'a que I7 ans , a été interrogée par les Renseignements Généraux Britanniques qui s'amusaient à lui montrer des photos de jeunes garçons mutilés par des explosions , lui insinuant qu'elle en était responsable .

Pendant son simulacre de procès à Long Kesh , Margaret Shannon a arraché l'écran qui cachait le " témoin secret " qu'elle a reconnu être un capitainede l' Armée qui l'avait menacée de lui tirer dessus auparavant . Elle a été traînée hors du tribunal " et battue si violemment que des femmes gardiens ont hurlé à leurs collègues de s'arrêter . Ses vêtements lui furent arrachés et elle fut enfermée dans sa cellule pendant plusieurs jours .

Ann Walsh , une autre détenue , était au tribunal à ce moment - là , et elle a couru au secours de Margaret . ELLE aussi fut battue , sa tête cognée contre un mur , ce qui lui fit perdre la vue pendant un quart d'heure .
Mais la torture ne s'arrête pas là . Angela Nelson , I8 ans , fut menacée d'agression sxuelle par l'infâme Détective Mc Kinney des Renseignements généraux

C'est l'une des personnes traduites devant le tribunal Européen des Droits de l' Homme le IO Juillet poir répondre aux accusations de torture pratiquées sur un certain nombre de détenus .

Dans un autre cas , les Renseignements Généraux britanniques ont essayé de faire signer à Marie Delaney une confession de responsabilité pour certaines fusillades et explosions , en lui disant qu'elle serait relâchée si elle acceptait . Elle a refusé .

Malgré les effonts de Whitelaw pour donner un air de respectabilité à l'internement , la brutalité continue . La lutte contre l'internement et toute législation répressive doit être intensifiée jusqu'à ce que le dernier détenu soit relâché et une amnistie accordée à tous les prisonniers politiques , aux hommes et femmes recherchées . La campagne devra être organisée à la base , avec l'aide du Mouvement pour les Droits Civiques , car les politiciens (Parti socio-Démocrate par exemple) oublient facilement ces questions quand cela leur convient , ce qui malheureusement fut démontré de façon trop visible lors de la ruée vers les sièges de la nouvelle Assemblée .

traduit par le Comité de Solidarité Franco - Irlandais .

Extrait du " United Irishman"
(Journal du " United Sinn Fein / Ira official

Dans la nuit du 3I Juillet au Ier Aout:

Cinq militants du " Comité nantais pour l'Abrogation du Décret de la dissolution de la Ligue communiste " ont été arrêtés dans la rue - conduits à l'hotel de police , ils ont été fichés et fouillés . Avec les clefs trouvées sur eux, les policiers ont perquisitionné sans mandat le lendemain matin dans les domiciles de trois de ces militants .

Le Comité nantais s'est constitué après la dissolution de la Ligue communiste , qui témoigne d'une aggravation de la répression et d'une atteinte aux libertés élémentaires . Aujourd'hui ce sont les miltants de ce comité qui , à à leur tour , sont victimes de la répression .

Nous ne pouvons pas laisser , sans réaction cette nouvelle attaque scandaleuse contre les libertés .

Le 2 Aout , Alain Krivine a été mis en liberté provisoire sous caution . C'est une première victoire . Mais le combat continue pour exiger :

I / L'abrogation du décret de dissolution de la Ligue communiste .
2 /La levée de toutes les inculpations des dirigeants et miltants de la Ligue communiste et de ceux qui seraient poursuivis à la suite du 2I Juin et dans le cadre de l'offensive du pouvoir contre le mouvement révolutioonaire .
3 / La libération immédiate de tous les emprisonnés politiques et notamment Pierre Rousset .
4 / L'abrogation de la Loi Anti - Casseurs .

Le Comité nantais s'est réuni le Lundi 6 Aout à 20 H 30 au Sillon de Bretagne, Rue des Thébaudières .

comité nantais pour l'abrogation du décret de dissolution de la ligue communiste , soutenue par :
Amis de Politique - Hebdo , CGT-FO , Comité nantais de défense des libertés humaniétés , Front rouge , Lutte ouvrière , Militants de l'Ex - ligue communiste, Paysans - travailleurs , PSU , Révolution : vie Nouvelle.

OPPOSONS -NOUS AUX ACCAPAREURS DE RIVIERES , ETANGS , LANDES , BORDS DE MER , PLAGES. etc...

Les organisations suivantes soutiennent la population de la région de Guern : U.D.B., Bonedou Ru , Survivre ...et vivre , Nature et vie , CFDT ., CGT , Parti Socialiste , PSU , PCF , Politique - Bretagne ,Jeunesses communistes, PC breton , Comité d'action Breton , FLB/LNS, Sav - Breizh , etc ...et plusieurs autres.

Vous êtes tous au courant de l'"affaire de Guern " (quotidiens, mensuels etc et surtout l'Avenir de la Bretagne et le Peuple Breton) .
Monsieur CAMERA , domicilié 35Avenue JULES GUen à Larmor - plage , propriétaire de la plus grosse entreprise lorientaise de maeyage : Atlantic - Marée (chiffre d'affaires annuel: 4 milliards) avait acheté une propriété à KORN- en PONTen GUERN. Une route cadastrée et une rivière de Ière catégorie passent à l'intérieur de sa propriété . Il prit la peine d'installer deux barrières sur la route , et par là même interdit le passage le long de la rivière LA SARRE .Il fit cela si aimablement qu'il se mit à dos toute la population de Guern . Une fête été organisée le week - end de la Pentecôte avec Gilles Servat , Gweltaz,LOIC D' ARGYES , Yvon Le MEN , etc....et la présence d'un millier de personnes , la plupart du terroir . Mais les Gardes Mobiles étaient présents et ont chargé vers I8h 30 le lundi II Juin , après la manifestation qui s'est déroulée pacifiquement , sur la population . RESULTATS : I5 arrestations dont 4 INCULPATIONS dans la région de Guern) et un blessé .
VERDICT DU PROCES (8 jours après) : 2 gars I5 jour fermes , plus UN MOIS avec sursis , 5ans de mise à l"épreuve et IOOFR d'amende , les deux autres 8 jours fermes , plus I2 jours avec sursis , 5ans de mise à l'épreuve , etIOOFR d'amende . Une PLAINTE pour cpous et blessures volontares contre X ... a été déposée par ANdré Le Gal (I paire de lunettes brisées , dents cassées , multiples coup de matraques sur le corps) . Aucune suite encore !!!!
Mr Camera er MR Le Goff , maire de Guern doivent passer au tribunal à propos de la route , MAIS pas avant fin Septembre .

UN VERDICT EN FAVEUR D'UN CAPITALISTE / 8 JOURS
UN VERDICT EN FAVEUR DU PEUPLE / MINIMUM 3 MOIS.

Mr Céméra , non content ,avait invité ses amis pour une GRANDE BOUFFE, le Dimanche Ier Juillet I973 (Préservée du public par une haie de bambous et plus par des Gardes du corps!) Mr Caméra , par l'intermédiaire des flics avait relevé numéros minéralogiques pendant la pentecôte .
Voici , pris par nous - mêmes , quelques numéros de bagnoles des amis de Mr. Caméra :227 FN 56 ,5II PK56 ,deux RI6 blanches I6NK 56 etI69I GS 62 une 404 grise , une 404 vert clair 9IO NS 56 , une DS jaune marron 773 NC 56 etc...

CONSEQUENCE : La répression sévit sur la population de Guern . La présence perpetuelle des flics dans les environs , représente une culpabilité pour la population . Lorsque MR Camera part de sa résidence près de Korn - en pont , il est escorté de 2 motards : Les habitants de la région l'appellent : " " LE SEIGNEUR ". Nous revoici aux temps féodaux . Voici un texte écrit par un habitant de Hern ...".. pour la défense de la Sarre et contre le retour des seigneurs français en Bretagne - et la bretagne libre .
Vive Poncalec et ses soutiens outre Louis XIV et Cadoudal contre Napoléon IER, et De Gaulle le Poltron . "
Pour montrer notre force contre cet état de fait , contre tout accaparement, face à la " Justice française " , nous organisons une 27ME fête populaire les I8 et I9 Aout à KORN - er Pont.

SOYEZ TOUS PRESENTS à KORN ER PONT
les I8 et I9 AOUT 73 .

AUTRE CAS / AUTRE CAS / AUTRE CAS /

Alain Bellec a fait du bruit l'an dernier à Brandérion , en s"opposant à deux agriculteurs . Les revoici .
Il a acheté un prieuré datant du VIIème siècle , construit près de la rivière d'Etel . Il vient de le démolir pour le reconstruire dans un style "BRETONS pourTouristes , à Carnac . Vous l'avez deviné ce chanteur qui honte de son nom pour prendre un nom plus français : BARRIERE.(Renseignements pris sur lePrieuré dans le quotidien La LIbertéé du Morbihan du I9 Juillet 73) Si ce chanteur passe dans la région où vous habitez , rédigez un tract et informez les spectateurs et gens de la région contre ces agissements intolérés , absurdes et saccageurs .

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

APPEL APPEL APPEL APPEL APPEL

Appel à tous les comités de défense en Bretagne , écrire à l'adresse ci -dessous pour participer à une GRANDE FETE POPULAIRE contre l'accaparement et la détérioration des sites en Bretagne qui sera organisée au cours du dernier trimestre I973 .

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Inscrivez - vous vite auprèes du CDJA 24 Place de la Républiqiee à Vannes.
Participez à la grande marche vers le LARZAC du 24 au 26 Aout I973 .

TOUS UNIS CONTRE L' ARMEE !!!!

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Pendant les vacances de la Toussaint du IER au 4 Novembre I973 , Survivre....
enBretagne organise un stage sur :
la rédaction d'un tract
la composition d'une affiche
l'organisation d'une réunion publique ou privée
la création d'une association , d'un canard (ainsi que le plan juridique)etc
D'autres stages suivront . INScrivez -vous rapidement car le nombre des places sera limitée (participation aux frais de l'ordre de 50 FR tout compris)
Ecrivez longuement et expliquez vous , car nous ne voulons pas de flics dans le stage . Un week end d'information aura lieu fin Septembre pour nous démystifier ;

ECRIRE à:
André LE Gall BP 54
56I06 LORIENT

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Le FESTIVAL d' ART Populaire breton de LANESTER aura lieu du IER au 30 Septembre tous les week end et 2 ou 3 soirs par semaine .

çà sera plus sensass et plus contestataire que l'an drenier .

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Le Lundi 6 Août I973 , s'est tenu , salle du Sillon de Bretagne , un meeting du Comité Nantais pour l'Abrogation du décret de dissolution de la Ligue communiste . Au cours de ce meeting , le txte d'un tract a été mis au point (voir ci- joint) .La prochaine réunion aura lieu le jeudi I6 Aout à 20H30 . Salle du Sillon de Bretagne , I8 Avenue des Thébaudières (près record d

LARZAC : Programmedes journées de la marchesur le Larzac

Dans une conférence de presse donnée à Millau, les paysans du Larzac et les paysans travailleurs ont donné le programme des journées de la marche sur le Larzac.

24 AOUT : à 20 h meeting à SARLAT avec les marches de l'ouest etde Paris-nord, au Massegros en Lozère avec les marches de la région Rhone-Alpes et de l'Est, à St Hippolyte du Fort avec les marches du midi viticole et de Provence.

25 AOUT : à I4 h auront lieu 2 meetings, l'un à Milau et l'autre à Lodève. En fin d'après-midi, toutes les marches convergeront sur le plateau du Larzac, où des paysans du Larzac, des paysans travaileurs et des travailleurs de la région prendront la parole, tandis que seront présentés des films de lutte, du théâtre, ETC ...

26 AOUT : des débats autour de stands retraçnt les luttes ouvrières et paysannes se déroulront sur le plateau. Dans ,'après-midi une marche jusqu'à la bergerie construite dans la plus stricte illégalité marquera la fin de ces journées de soutien à la lutte des paysans du Larzac.

LARZAC : LES NOUVEAUX ITINERAIRES

VENDREDI 24 AOUT : 7 heures rendez-vous dans un pré sur le bord de la route Nantes - Poitiers (RN I48 bis) IO kilomètres après CLISSON au pied du chateau d'eau.

VENDREDI II heures : point de ralliement place de l'église à La Motte St Héray (II kilomètres au sud de St Maixent près du camp militaire d'Avon.) I4 heures départ sur Sarlat (Dordogne). 20 heures rassemblement dans Sarlat puis meeting au lieu de cmpement.

SAMEDI 25 5 heures : départ sur Millau. Midi arrivée à Millau par la route de Rodez (RN II) traversée de Millau. I4 heures meeting à Millau, terrain de la MALADRERIE.

IRLANDE : Soutien du peuple Irlandais pour la Marche sur le Larzac.

Le comité de soutien au peuple Iralndais nous communique:

Cette marche nous intéresse pour plusieurs raisons:
I) pour protester contre la subjugation des intérets des petits exploitants des travailleurs au profit de l'armée.
2) undes objectifs de la marche est d'analyser et de souligner le rôle que joue l'armée comme défenseur du capital.
3) la prése nce au Larzac de villages construits pour entrainer la troupe (d'élite) aux combats de rue nous apparaît assez significatif. Dans un état répressif tel que la France, il n'est pas hors de penser que cette même armée descendrait dans les rues au premier signe de malaise social: police militaire d'une France et d'une Europe qui appartiennent au capitalisme.
4) étant donné quel'armée la plus expérimentée en Europe est l'armée britannique (le Brigadier Général KITSON considère l'Irlande du Nord comme un terrain d'entrainement) il n'est pas étonnant de voir ds unités britanniques s'entrainer sur le plateau côte à côte avec leurs homologues françaises.

Nous pensons que ce serait souhaitable d'avoir une représentation des comités de soutien à la marche. Il est possible que nous ayons un stand s sur le Larzac, exposition de photos, documents, affiches, tracts et bulletins d'information.

PREMIERE VICTOIRE : ALAIN KRIVINE REMIS EN LIBERTE !

MARCELLIN S'INQUIETE - MARCELLIN S'ENERVE -

Toutes les organisations ouvrières et démocratiques ont dénoncé la dissolution de la Ligue Communiste. Toute l'extrême gauche a fait face.

MARCELLIN S'ENERVE - MARCELLIN S'INQUIETE

De tous cotés se lèvent les accusateurs, qui le mettent sur la sellette, qui lui font porter toute la responsabilité des affrontements du 2I Juin.

MARCELLIN S'IMPATIENTE - MARCELLIN S'AGITE -

L'appel lancé par le comité national pour l'abrogation du decret de dissolution de la Ligue Communiste ne cesse de recueillir par milliers, de nouvelles signatures.

MARCELLIN S'ETRANGLE -

MALGRE TOUS SES EFFORTS, LA CHAMBRE D'ACCUSATION VIENT DE DECIDER LA MISE EN LIBERTE D'ALAIN KRIVINE.
(Le syndicat indépendant de la police nationale, création du ministère de l'intérieur crie son "indignation" et dénonce cette décision comme une "nouvelle faiblesse de certaines autorités judiciaires"...)

CETTE MESURE EST UNE PREMIERE VICTOIRE !

Elle constitue le premier résultat de la campagne engagée il y a un mois. Marcellin vient là de se voir infligé un démenti cinglant !

MAIS LE COMBAT DOIT CONTINUER ET S'INTENSIFIER.

Isolé, Marcellin est bien loin de baisser les bras. Le gouvernement est bien loin de faire machine arrière. Ne vient-il pas de déclancher l'épreuve de force contre les travailleurs de Lip ? Et le ministre de l'intérieur ne vient-il pas de déclarer à la radio qu'il saurait "en cas de nécessité mettre hors d'état de nuire plusieurs centaines de petits Krivine" ! .

A NANTES, dans la nuit du 3I juillet au Ier aout, 5 militants du comité nantais pour l'abrogation du decret de dissilution de la Ligue Communiste sont interpellés et conduits à l'Hotel de police. Le commissaire les fait, illégalement, fichés. Et dans la même illégalité, il perquisitionne le lendemain matin chez trois d'entre eux (sans mandat évidemment)
On voudrait bien faire taire tous ceux qui se lèvent contre Marcellin , l'obsédé de la répression !

Oui, la bataille doit continuer ! Rien n'est encore joué :
- Pierre ROUSSET est toujours incarcéré à la Santé
- Aucune inculpation n'est levée (Krivine est toujours inculpé!)
- La Ligue Communiste est toujours dissoute.

Le Comité Nantais pour l'abrogation du decret de dissolution lance une double campagne :
- Une campagne de signatures, signez, faites signer l'appel national (voir au verso) et envoyer les signatures à : Librairie 7I - 29 rue Jean Jaures 44 - Nantes
- Une campagne financière, nous avons absolument impérativement besoin d'argent, de beaucoup d'argent (un exemple : les "brigades spéciales" qui ont saccagé le local national de l'ex-Ligue Communiste y ont fait plusieurs millions de dégats. Il faut le remettre en état pour assurer la sortie normale du journal "Rouge") :
Adressez vos chèques à LIBRAIRIE 7I - 29 rue Jean Jaures,Nantes, en précisant Comité Nantais soutien Ligue.

REJOIGNEZ LE COMITE $ -Prochaine réunion : jeudi I6 aout - I8 ave des Thébaudières Sillon de Bretagne (près de Record, route de Vannes)

COMITE NANTAIS POUR L'ABROGATION DU DECRET DE DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE ET LA LIBERATION DE PIERRE ROUSSET.

Imp. Spe.

A P P E L

En dissolvant conjointement Ordre Nouveau et la Ligue Communiste, en les mettant ainsi sur le même plan, le Gouvernement veut faire croire qu'il répond aux aspirations d'une grande partie de l'opinion publique.

Il entend traduire des militants politiques, dirigeants de la Ligue Communiste devant la cour de Sureté de l'Etat ou les poursuivre selon la loi "anti-casseurs" et pour "tentative de meurtre".

Nous considérons qu'il est de notre devoir de dénoncer cette opération. Si le gouvernement avait voulu réellement atteindre Odre Nouveau, organisation raciste et néo-nazie, il lui suffisait d'appliquer la loi de juillet 72 qui réprime les activités racistes et l'incitation à la haine raciale. Loin de le faire il n'évoque et n'utilise la loi de 1936 que pour procéder à un amalgame scandaleux destiné à mettre hors la loi une organisation d'opposition à cause de ses dernières campagnes politiques.

Comble d'hypocrisie, le decret dissolvant la Ligue Communiste se garde bien, et pour cause, de mentionner l'objet de la contre manifestation du 2I juin : empêcher Ordre Nouveau de tenir en plein Paris, une manifestation visant à susciter la haine et le mépris à l'égard des travailleurs étrangers et à développer une campagne raciste dont les évènements de Grasse sont un exemple.

Nous ne sommes pas dupes : la dissolution de la Ligue Communiste témoigne un tournant redoutable qui signifie une provocation vis-a-vis de l'opinion publique et une menace pour l'ensemble des libertés.

NOUS EXIGEONS :

I - L'abrogation du decret de dissolution de la Ligue Communiste

2 - La levée de toutes inculpations des dirigeants ou militants de la Ligue Communiste et de ceux qui seraient poursuivis à la suite du 2I juin et dans le cadre de l'offensive du gouvernement contre le mouvement révolutionnaire.

3 - La libération immédiate de tous les emprisonnés politiques, et notamment Pierre Rousset et Alain Krivine.

4 - L'abrogation de la loi "anti-casseurs".

NOUS APPELONS A LA CONSTITUTION D'UN COMITE LOCAL SUR LA BASE DE CET APPEL DANS LE CADRE DU COMITE NATIONAL POUR ENGAGER LA LUTTE ET FAIRE ECHEC A LA REPRESSION.

Cet appel est soutenu par :

CGT-F.O., Les militants de l'ex-Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, Révolution, Parti Socialiste Unifié, Humanité Rouge, Paysans Travailleurs, Comité Nantais de Défense des Libertés, les amis de Politique Hebdo, Vie Nouvelle.

NANTES : LA REPRESSION SE DEVELOPPE.

Jeudi 2 Août, vers 23h 45 route de Paris, à l'accasion d'un collage de l'affiche Larzac, deux équipes de colleurs étaient interceptées par la police à quelques minutes d'intervalle. Malgré une brève discussion et devant l'insistance de certains flics, les6 personnes et les deux voitures furent conduites à Waldeck-Rousseau. Après la prise denos papiers, la confiscation de tous nos objets personnels y compris mouchoirs, lacets ... nous avons été enfermés en deux groupes, les garçons d'un côté, les filles de l'autre jusqu'au matin 9h I5. Jusqu'à cette heure, personne n'avait été capable de nous signifier la raison de notre maintien chez les flics. " on attend la décision du chef".

A 9h I5 on nous fit monter pour l'interrogatoire d'identité, nom, adresse, profession, père, mère etc... et les flics tentèrent de nous faire signer ce papier qui précisait les conditions et les buts supposés de notre action(la version des flics évidemment) ex: collage d'affiches anti-militaristes. Lorsque nous refusâmes, ils n'insistèrent pas. A ce propos on peut se rappeler le passage du manuel de l'arrêté :

" Si vous êtes conduit au commissariat: vous êtes interpellé, lors d'une manifestation ou dans toute autre circonstance, et conduit au commissariat. Il peut s'agir d'une simple vérification d'identité (durée quelques heures) ou d'une garde à vue. Celle-ci doit durer au maximum 24 heures, renouvelables une fois, soit 48 heures. Passé cedélai vous devez soit être libéré, soit conduit devant le procureur qui vous signifiera votre inculpation. Toute détention plus longue au commissariat est illégale. Après l'interrogatoire d'identité, répondez: "Je n'ai rien à déclarer" à toute question. Ne répondez pas "non",préservez en ne disant rien toutes les possibilités de défense. REFUSEZ DE SIGNER LES DIFFERENTS PROCES-VERBAUX QUE L'ON VOUS PRESENTERA REFUSEZ TOUTES LES METHODES DE FICHAGE. SI ON VOUS Y CONTRAINT, PORTEZ PLAINTE."

Ensuite ils nous conduisent à la photographie. Après avoir refusé dans un premier temps, nous avons commis l'erreur de discuter sur le plan juridique. Ils amenèrent deux codes pour nous expliquer que nous devions nous soumettre à l'identification "cas de flagrant délit, art. tant et tant du code."

Il n'y a pas à discuter avec des énnemis de classe, d'autant plus que sur le plan juridique et policier ils fontça à longueur de journée. La preuve est que cet article ne s'appliquait pas à notre cas;

" REFUSEZ TOUTES METHODES DE FICHAGE. SI ON VOUS Y CONTRAINT PORTEZ PLAINTE. SI VOUS SUBISSEZ DES VIOLENCES PORTEZ PLAINTE. NATURELLEMENT SI DES AVEUX VOUS ONT ETE EXTORQUES PAR LA VIOLENCE VOUS VOUS RETRACTEREZ DES VOTRE PREMIERE ENTREVUE AVEC LE JUGE D'INSTRUCTION."

EN CONCLUSION: Nous avons appris que pour coller des affiches il faut s'organiser en tenant compte du niveau de répression du moment. En fait se s sont les colleurs dela Ligue qui sont systématiquement recherchés. Nous avons appris qu'il faut connaître ses droits dans la démocratie bourgeoise, s'y tenir et refuser toute discussion.

Nous avons appris que les flics mentent et usent de l'intimidation. "Si vous signez, vous serez relaché","Vous êtes en flagrant délit" alors que c'est faux.

Nous avons appris que le front des flics n'est pas uni et qu'en dehors des gradés, commissaires qui cherchent à dévoyer les militnts intellectuels au nom d'une certaine "communauté intellectuelle" et des "flics petits-chefs"aigris et heureux unepart non négligeable inspire une utilisation plus démocratique de la police et repousse le rôle de policepolitique qu'on leur fait jouer.

Le collage continue. GARDOREM LO LARZAC

A ST NAZAIRE LE 7 JUIN 1973 .

Ce n'est pas le puvoir politique du capitalisme , ni ses sbires , qui s'attaquent aux libertés ouvrières , non , mais le "pouvoir " que se confèrent des politiques du mouvement ouvrier - par l'intermédiaire de leurs fanatiques introduits dans le Syndicalisme pour le transformer en auxiliaire de leurs prétentions à la souveraineté générale .

Voici les faits :.... "" lorsque la CGT , seule , appelle à une manifestation ouvrière , ceux des GSED , membres de cette centrale , ne s'opposent point à la volonté de la majorité de ses adhérents toujours avec l'ensemble , se réservant le droit d'exprimer leur pensée avant et après la manifestation .

L 7 [illegible] , t[illegible] n'étai[illegible] pas le cas .

Le 7 Juin , tel n'était pas le cas .

Les centrales syndicales réunies appelaient ouvriers et population à se défendre , en commun , contre le chômage existant et les licenciements en prévision

Toute contribution à cette défense devait donc être bienvenue .
Et cela d'autant plus que cette contribution était non seulement conforme au bon sens , mais était rationnellement porteuse de solutions capables d'heureux résultats pour tous .

C'est au nom de cette logique , et du droit d'expression de chacun dans une défense commune , que les GSED (intersyndicalistes , ne l'oublions pas , c'est à dire : groupes de salariés , inscrits chacun à la centrale de son choix , et unis tous autour de vérités économiques indiscutables) décidèrent de présenter , à l'égal des autres , aux yeux de la foule , des pancartes indiquant une solution logique pour la conservation du pouvoir d'achat des LLICENCIES, et une banderole nous situant dans la lutte contre le capitalisme p pour l'instauration d'un ordre économique et social meilleur.

Ci - dessous d'ailleurs pancartes , et banderolles:

I/ EXIGEONS LE SALAIRE GARENTI ET PAYE PAR L'ETAT .

2/ NON AUX PRODUCTIONS INUTILES . SALAIRE GARANTI AUX LICENCIES .

3/ LA PRODUCTION UTILE SE PASSE DE NOUS , ne nous passons pas du salaire garanti ET PAYE PAR L'ETAT .

4/ DANS LES SERVICES PUBLICS ? GREVES DE GRATUITE .

5/ G.S.E.D =REVENU SOCIAL .

XXXXXXXXXXXXXXXXX

I/ GROUPES INTERSYNDICAUX D'ECONOMIE DISTRIBUTIVE POUR LE REVENU SOCIAL , par la greve generale productrice et distributive .

C'était net et conforme en tous points aux intérêts du travailleur en lutte pour son pouvoir d'achat , et de la population vivant de ce pouvoir .
C'était même trop net pour les Dirigeants de la CGT , dont voici le comprtement

A peine avions - nous fait deux cents mêtres à partir de la gare , départ de la manifestation , que 4 ou 5 d'entre eux (membres du PC)sous la conduite du secrétaire de l'UL , vinrent pour nous faire retirer pancartes et banderolles...au nom sans doute de la LBERTE et de L'unite syndicale dont ils ne cesseront de se réclamer ! .... Evidemment pas ! Mais parce que ...La MANIFESTATION ETANT FAITE SOUS L'AUTORITE DES TROIS CENTRALES .....(sic) TOUTE PARTICIPATION POLITIQUE Y ETAIT REFUSEE !.....

Comme si la CGT (et le PC , agissant en son nom) ignoraient que la majorité de nos membres sonr syndiqués chez elle et que nous sommes non seulement apolitiques (dans le sens où cette Centrale conçoit la politique)mais antipolitiques même .

Nous avons naturellement refusé d'obtempérér devant cette pauvreté d'arguments , et cet abus ...d'autorité mal placée . Le sens que nous avons de la Liberté et du devoir d'apporter notre contribution à la réelle défense des licenciés présents et à venir nous le commandait .

Mais la CGT ... n'a pas d'oreilles pour entendre ces vérités . Elle a les siennes ! que justifient ses habitudes et ses hommes de main ; les sieenes ! bénéficiaires du crédit que lui valent encore les luttes des premiers syndicalistes de notre pays .

Aussi nos porteurs de la grande banderole furent -ils entourés sans bruit et attaqués dans le but de la leur arracher . Ce fut peine perdue , car la vérité sait faire front quand elle le juge utile . Cette opération manquée des " cogneurs " vinrent à la rescousse . Ils brisèrent une de nos pancartes et cassèrent un montant de la banderole , sans entamer la volonté des nôtres .

D' où un changement alors de tactique dans le but de nous " couper " du reste de la manifestation .

Procédé employé ? .... faire accélérer la marche devant en racontant que derrière des " gauchistes " menaçaient de "cogner " des délégués syndicaux .

L'amusant !; ... si on peut parler de la sorte , c'est que le secrétaire UL - CGT faisait ainsi la presque totalité du parcours sous notre banderole .

Ce qui permit au camarade Potiron , GSED et vieux militant des Chantiers , de lui dire : voyons , depuis le temps que tu nous entends parler du salaire garanti , dis ous donc une fois ce que tu as contre lui ? ..... Réponse du .... (disons camarade quand même)"" ne me faites pas "chier" (sic) avec votre salaire garanti ..

Une façon comme une autre de montrer le niveau syndical d'argumentation du défenseur en titre de la classe ouvrière à ST NAzaire . Une autre de ses réponses à d'autres de nos questions : ... "" faisons de réformes politiques et l'économie suivra "" ....

Comme on le sent , sans forcer ses narines : nu relent , à la fois , de ..." "l'intendance du Général ,et de la capacité marxiste du Parti : du parti qui semble avoir oublié depuis longtemps que le politique est une institution de superstructure que l'économie se donne pour se conserver au mieux .

Marx aurait pris un bâton .

Des ouvriers qui ne sont pas GSED , et que la manifestation mêlait à nous , ne firent ;, eux , que se moquer du secrétaire UL - CGT , le leur peut - être même .!

Leur mauvais coup manqué , les " cogneurs " finirent par se calmer .
Dame ! devant la place de l'hôtel de Ville , où nous arrivions , il ne convenait pas que les manifestants rassemblés pussent les voir dans leur rôle de brûtes en service commandé . L'on ne nous disait pas alors de plier nos ba,deroles et nos pancartes , mais : Avancez ! Avancez !....

Il ne fallait pas en effet que le secrétaire CGT si longtemps dans nos rangs , fut jugé par la foule comme étant des ... nôtres ! Sait -on jamais !
Avancez ! car il lui fallait vite gagner la tête du cortège .
Inutile d(ajouter qu'à aucun moment nous n'avons répondu à leurs coups . Défendre le Droit de produire la vérité de nos enseignes nous suffisait . La violence stupide contre la stupidité violente n'est pas le meilleur argument pour atteindre ses fanatiseurs . La preuve nous en fut donnée aussitôt :
"" Liberté d'expression cria -t-on de divers côtés "" ;;...et un jour après , la CGT s'entendait répondre par des miltants ouvriers , promoteurs d'un mouvement de grève , auxquels elle proposait ses rangs et des mandats de délégués : "" nous ne sommes pas contre votre proposition , mais quand nous serons au syndicat ,est-ce que nous pourrons parler librement de nos idées , de nos aspirations ?.."

En réponse le secrétaire CGT se référa aux statuts de la Centrale ...Le camarade sollicité dit alors : certes , cela est beau , mais c'est ...sur du papier , permets que je sois sceptique car, hier matin , des miltants syndicaux de ta centrale ont cogné sur d'autres militants syndicaux parce que GSED .... Godeau vivant je suis sûr que vous vpus en seriez gardés , son efficience aux chantiers de l' Atlantique étant justement reconnue .La calomnie seule pouvait répondre à cet argument . Elle fut ; ine nouvelle fois l'arme d'une vieille crédulité fanatique .... Qui s'empressa d'ailleurs de se retrancher derrière un fuyant .... " passons !" .

Ce long compte rendu a été fait pour rappeler , à la fois , l'incapacité revendicative , relativement aux licenciements de la productc rentabilité , des inconscients de l'illogique et impossible garantie de l'emploi ; ainsi que les méthodes du PCF lorsque des vérités menacent ses prérogatives et le caduc de .... luttes , qu'il fait recommencer vainement pour avoir à les relancer sans cesse et garder l'auréole de " défenseur unique du prolétariat " qued'authentiques lutteurs lui firent en leur temps .

Quant à passer sur la calomnie contre Godeau ,,, que les Basiles n'y comptent point . D'autant que si la CG[illegible]t gardée de tout commentaire sur son attitude du 7 Juin (publiquement s'entend) , le PC, à l'usage des siens , a encore éprouvé le besoin de s'illustrer [illegible] bavant sur ce qu'il ne connait pas , parce que partie des thèses du GSED .

Lisez pour vous convaincre l'extrait ci -dessous : (extrait du Supplément à L'humanité Dimanche " I7 Juin 73 , IO jours après le 7 de ses cogneurs " .

> Qu'est -ce que le Mouvement FRançais de l'abondance , ou bien encore l'économie distributive .
> Une théorie utopique s'il en est puisque la question essentielle du pouvoir est étudiée et qu'on compte sur la bonne volonté des capitalistes pour que les richesses soient autrement réparties .
> C'est maintenant le cheval de bataille de certains éléments gauchistes Ils ne sont pas en à une contradiction près , l'essentiel pour eux étant de semer la confusion et de diriger leur action non contre le patronat mais contre les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière.""

Sans commentaires , pourrions nous dire . Il n'en sera pas ainsi cependant . Au prochain numéro , nous reprendrons ce pot pourri de .....sottises , de faux , de mauvaise foi ; cet abus de confiance relativement à ses croyants , pour que la moins avertie des honnetetés puisse juger sainement des prétendants au MIEUX en tous genres contre le capital .

Donnons aujourd'hui , comme conclusion à cet épisode entre mille des attentats des " pouvoirs " contre les libertés les lignes ci- dessous parues dans un journal local

DES MOEURS INDIGNES DU MOUVEMENT OUVRIER .

LUTTE-OUVRIERE COMMUNIQUE :

Au cours de la manifestation syndicale de Jeudi 7 pour la défense de l'emploi , le groupe socialiste pour l'Economie distributive de ST Nazaire était venu porteur d'une banderole et de panneaux dans les quels étaient mis en avant leurs revendications pour la défense de l'emploi.

Quoi de plus normal dans une manifestation où il était fait appel à la population et d'où , à prioris , n'était exclu aucun courant d'idées ayant cours dans la classe ouvrière .

Tel n'a pas été l'avis de tout le monde puisque peu après le départ des énergumènes ont voulu empêché le groupe GSED de défiler , avec ses panneaux et ses banderoles . Et pour donner plus de poids à leurs arguments , ils frappèrent violemment un des porteurs de la banderole et piétinèrent les autres panneaux . Devant la réprobation de manifestants témoins de la scène , ils ont dû se résigner à laisser la banderole défiler jusqu'à la Mairie .

Le plus grave est qu'une attitude aussi navrante ait été le fait de mi militants qui se veulent les défenseurs les plus conséquents de la

démocratie et de la liberté d'expression. Et de toute façon, ce sont là des méthodes indignent du mouvement ouvrier qui déshonnrent leurs auteurs.

Faisons pourtant remarquer qu'il convient de lire (comme l'auront fait ceux qui nous connaissent) :
A la troisième ligne de cet extrait, LE GROUPE DE SALARIES, ET NON LE GROUPE SOCIALISTE
A la neuvième ligne POUR LA GARANTIE DU SALAIRE ET NON POUR LA DEFENSES DE L'EMPLOI

Et ajoutons : que le salariat, s'il veut que ses revendications contribuent à l'accroissement réel de son mieux être, de ses "pouvoirs", et de sa libération, fera bien de se mettre, comme pnt cherché à le faife les salariés des GSED.....A L'HEURE DU PROGRES.

(J.P. en collaboration avec Denigot et le GSED 44)

NANTES : Communiqué du GSED MFA à L'ECLAIR et PRSSE OCEAN
Je remercie l'auteur de l'article du 4-8-73, c'est bien du socialisme distributif qu'il s'agit.
Il est réconfortant de penser que dans un monde fous tel que le notre où l'appétit du profit, le besoin d'évasion, les difficultés financières sont les seuls critères d'action, une minorité prend le temps de réfléchir, de chercher des remèdes pour une société meilleure, plus rationnelle où l'individu se libère detoutes les contraintes, sauf du Service Mutuel(social).
Alors que tout s'écroule, que les dévises comme "Liberté, Egalité, Fraternité" "Aimez-vous les uns les autres", "Un pour tous, tous pour un", sont contamment bafouées, nos édils s'attachent à des intérets catégoriels souvent sans raport avec l'intéret général. L'Economie est une science qui se passe de verbiage et de fioritures.
Un revenu social basé sur la production utile, réparti selon les besoins r réels des individus pour une monnaie de consommation créée par l'Etat, rend seule possible une économie au service de l'homme. C'est sans doute trop simple pour ceux qui nous dirigent, trop néfaste pour ceux qui vivent largement detoutes ces contradictions, rendant par cela même impossible toute Justice Sociale.

Pour tout contact : Jean PENNANEAC'H I, place des Filets 44 REZE

/SOMMAIRE/

2 - Et ça continue ... Irlandaises emprisonnées

3 - Arrestation de militants dans la nuit du 3I juillet au Ier Aout

4 - Opposons-nous aux accapareurs de rivières

6 - Marche sur le Larzac: Itinéraire; soutien du peuple Irlandais

8 - Tract : remise en liberté de KRIVINE

IO- Repression: recherche des colleurs d'affiches.

II- Articles GSED - MFA

№ 7 23 août 1973

lip unité

Bulletin d'informations des Travailleurs de chez LIP, publié par la Commission « Popularisation ».

Adresse pour tout courrier : LIP - U. D. C. G. T., 11, rue Battant, 25 Besançon - U. L. C. F. D. T., 3, rue Champrond, 25 Besançon.

Le défi du pouvoir. La riposte des travailleurs. Notre "nouvelle usine". Ce qui s'est passé à Palente le soir. Les véritables négociations n'ont pas commencé. Une nouvelle arme : notre film

Grâce à notre unité et grâce au soutien renforcé que nous avons reçu depuis le 14 août nous avons relevé le défi que les pouvoirs publics et le patronat nous ont lancé en envoyant des gendarmes mobiles et des C.R.S. occuper notre usine.
Nos assemblées générales se poursuivent tous les jours à 9 heures dans une salle de cinéma proche de notre usine qui a été mise à notre disposition gratuitement par la paroisse de Palente. Elles continuent à être ouvertes à tous et à nous permettre d'être informés régulièrement et de mener notre lutte collectivement.
Comme nous l'avons dit dans LIP-UNITE nº 6, le mouvement de soutien à notre lutte et de protestation contre l'occupation de l'usine par les « forces du désordre », a été très puissant dans les entreprises de Besançon et de la région. Nous avons publié une liste des débrayages de solidarité que nous connaissions à la date du 15 août. Nous avons appris les jours suivants que de nombreux autres débrayages et manifestations avaient eu lieu dans beaucoup d'autres entreprises de notre région, de toute la France et même à l'étranger, en particulier en Suisse, à Lausanne, à Genève, et à la Chaux-de-Fonds où des manifestations ont rassemblé de nombreux travailleurs à l'initiative, bien souvent, de nos camarades de l'horlogerie et de la métallurgie.

C'est notre unité qui a permis une riposte puissante.

A Besançon même, dans plusieurs entreprises la grève s'est poursuivie au-delà des débrayages du 14 août.

— A la S. N. C. F., où les gendarmes mobiles ont lancé en passant des grenades contre le personnel d'un dépôt, pourtant fort éloigné de l'usine, nos camarades cheminots ont fait une grève totale de 26 heures.
— A la Rhodia, où nos camarades ont fait grève du 14 août de 6 heures du matin au 15 août, à 4 heures, de nouveaux débrayages ont eu lieu le 16 août.
Nos camarades des municipaux ont prolongé leur mouvement durant trois jours, tout en assurant l'enlèvement des ordures, volontairement, en le signalant sur leurs camions.
— Aux P. T. T. où certains de nos camarades avaient débrayé dès le 14, toutes les catégories ont fait grève dans l'unité le 16 durant 24 h.
— Aux Compteurs Schlumberger où le personnel n'était rentré de vacances que la veille, nos camarades ont fait grève pour nous soutenir pour la troisième fois dès le 14 et ensuite le 16.
Mais ces informations sur le mouvement de soutien, même sur notre région, sont incomplètes.
Nous profitons de cette occasion pour demander aux travailleurs des entreprises qui nous soutiennent de nous faire connaître leurs initiatives de soutien. A notre tour nous pourrons les faire connaître le plus largement possible et cela augmentera notre rapport de force dans la période actuelle.
C'est la puissance de ce mouvement de solidarité qui explique l'ampleur et la force du meeting qui s'est tenu jeudi 16 août au Palais des Sports de Besançon avec la participation côte à côte des secrétaires généraux de la C.G.T., de la C.F.D.T., Georges Séguy et Edmond Maire. En plein mois d'août le Palais des Sports était archi-comble et il y avait foule dans les escaliers, dans le hall et à l'extérieur. La quasi-totalité des entreprises de Besançon était représentée, y compris les entreprises où il n'y a pas de syndicat.
De nombreux journaux ont fait remarquer que c'était le premier meeting commun, sur les lieux d'un conflit, des deux secrétaires généraux de la C.G.T. et de la C.F.D.T.
Nous, travailleurs de chez LIP, nous pouvons dire aujourd'hui que c'est notre unité que nous avons toujours su préserver et renforcer au cours des luttes passées comme au cours de la lutte actuelle qui a permis ce puissant meeting unitaire.

Nous avons maintenu l'organisation collective de notre lutte.

Dès le 16 août, nous avons relevé le défi des pouvoirs publics et du patronat en nous installant dans un bâtiment du quartier de Palente à 500 mètres environ de l'usine occupée et qui a été mis à notre disposition par la municipalité, comme un nouveau geste de soutien.
C'est un gymnase du groupe scolaire Jean-Zay. Nous l'avons baptisé « nouvelle usine LIP-Jean-Zay » car nous pensons que l'usine est là où sont les travailleurs.
C'est dans ce bâtiment que nous avons réinstallé les commissions qui nous permettent de gérer collectivement notre lutte. C'est là aussi que nous accueillons les délégations, les visiteurs qui viennent nous apporter leur soutien.
Nous savons que la force de notre mouvement repose sur notre participation active à la lutte et sur la gestion collective de cette lutte que permettent nos commissions. En nous chassant de l'usine par la force, les pouvoirs publics et le patronat cherchaient non seulement à faire respecter la loi, mais à détruire l'organisation collective de notre lutte, la démanteler ! Décidément ce sont des obsédés du démantèlement ! Mais en quelques jours nous avons pu remettre en route la plupart des commissions et préserver le caractère collectif et unitaire de notre mouvement.
Par exemple, la commission restaurant, dès lundi dernier, grâce en particulier à la solidarité des fournisseurs s'est remise à fonctionner avec l'ancien personnel Borel qui est resté avec nous. La commission popularisation a repris et développe encore ses activités par de nouvelles initiatives.

Le piège : le pouvoir cherche à nous attirer sur son terrain.

En faisant occuper notre usine par les forces du désordre, les pouvoirs publics et le patronat ne cherchaient pas seulement à désorganiser notre lutte, à nous diviser, à nous démoraliser, à nous éparpiller. Ils cherchaient aussi à faire dévier notre lutte du terrain et des formes de lutte que nous avons choisis. Notre terrain de lutte, c'est la popularisation et la solidarité active des travailleurs et de la population, contre le démantèlement et les licenciements et pour la défense des avantages acquis. Ce que les pouvoirs publics et le patronat cherchent, c'est à nous provoquer, nous les travailleurs de LIP et toute la population bisontine, et à nous pousser à venir combattre sur un terrain choisi par eux : le terrain des affrontements, du grenadage, des voitures brûlées, des arrestations.

Declaration des travailleurs de Lip aux travailleurs des entreprises sous-traitantes et fournisseurs.

Depuis le début de la crise nous sommes conscients que de nombreux travailleurs des entreprises sous-traitantes ou fournisseurs de LIP subissent les conséquences de cette crise : diminution d'horaires, suppression de prime, licenciements, etc.
Depuis le début de la crise nous sommes conscients et nous l'avons à plusieurs reprises déclaré, que notre lutte contre le démantèlement sert aussi les intérêts de ces travailleurs.
Mais nous savons aussi que, dans bien des cas, ces travailleurs connaissent des moments difficiles et ne disposent pas des mêmes armes que nous pour défendre leurs intérêts.
C'est dans cet esprit que, dès la rentrée de vacances du personnel, le 31 juillet dernier, nous avons créé une commission qui devait établir des liaisons avec les travailleurs des entreprises sous-traitantes et fournisseurs et examiner avec eux les moyens les plus efficaces de défendre nos intérêts communs.
Les événements qui se sont succédé, puis l'occupation de l'usine ont retardé le travail de cette commission. Maintenant que nous avons pu rétablir et renforcer l'organisation collective de notre lutte à Jean-Zay, nous réaffirmons notre volonté de lutter en commun pour la défense de nos intérêts communs avec les travailleurs des entreprises sous-traitantes et fournisseurs, et nous appelons ces travailleurs à prendre contact avec nous pour organiser, dans les plus brefs délais, une réunion de travail où nous examinerons ensemble les meilleurs moyens de défendre nos intérêts communs et les mesures de solidarité urgentes qui pourront être nécessaires. 23 août 1973
Pour prendre contact avec nous on peut s'adresser à l'U.D.-C.G.T. 11, rue Battant ou à l'U.L.-C.F.D.T. 3, rue Champrond à Besançon, qui transmettront, ou directement à l'usine LIP-Jean-Zay à Palente (commission sous-traitants).

Pour recevoir ce bulletin, prière d'envoyer des timbres à 0,50 F à l'adresse suivante : LIP (Commission de popularisation), U. D. C. G. T., 11, rue Battant, 25 - BESANÇON ou U. L. C. F. D. T., 3, rue Champrond, 25 - BESANÇON.

En nous attirant sur ce terrain les pouvoirs publics et le patronat espèrent nous diviser entre partisans et adversaires de ces affrontements et diviser de la même manière ceux qui nous soutiennent.

Ce qui s'est passé à Palente, le soir.

Que s'est-il passé le soir à Palente durant la semaine écoulée ?
L'occupation de notre usine représente pour la grande majorité des travailleurs bisontins et de la population de notre région une provocation permanente qui soulève l'indignation. Des centaines et parfois des milliers d'habitants de la ville et de la région montent le soir au quartier de Palente.
Il y a bien sûr des curieux parmi eux. Mais pour la grande majorité d'entre eux qui n'ont pas l'intention de se bagarrer, c'est d'abord une manière de manifester leur réprobation et leur solidarité avec notre lutte.
Les gendarmes mobiles et les C.R.S. qui demeurent dans la journée tout près de l'usine, se déploient le soir dans tout le quartier et cherchent à prendre à revers de préférence par petits paquets les gens qui sont montés à Palente.
Des pierres et des grenades sont lancées de part et d'autre, de nombreux matraquages soulèvent l'indignation des témoins qu'ils soient dans la rue ou aux fenêtres, (quand on veut bien les leur laisser ouvrir).
Des chapelets de grenades sont lancés dans les fenêtres, dans les cages d'escalier et provoquent souvent des dégâts considérables.
Des C.R.S. en civil mêlés à la population ceinturent un certain nombre de personnes au moment où les gens reculent devant les charges.
Dans l'enchainement des événements, les gens qui sont montés sans intention de se bagarrer lancent des pierres. D'autres qui se sont trouvés désarmés devant les violences des nuits précédentes sont revenus avec des frondes et des bouteilles et le désir de se venger. Qui sont ces gens pris dans cet engrenage de la violence et de la répression à Palente ?
Du 14 au 21 août on peut estimer que 100 à 150 personnes ont été ceinturées et matraquées par les forces du désordre au quartier de Palente. La quasi-totalité de ces personnes sont des travailleurs de la région. Par exemple durant la nuit du 18 au 19 août sur une vingtaine de personnes ceinturées et matraquées par les forces du désordre et gardées dans l'usine LIP, il y avait des travailleurs de LIP, de la Rhodia, des hospitaliers, des cheminots, des habitants du quartier pris sur le pas de leur porte, une mère de famille, un couple de fiancés, et comme « éléments extérieurs », un professeur de Seine-et-Marne et un étudiant parisien en vacances chez ses parents à Besançon.
Les condamnations au tribunal confirment d'ailleurs que les gens qui montaient ces jours derniers à Palente étaient dans leur quasi-totalité des travailleurs de Besançon.
A la date du 21 août, le tribunal de flagrant délit de Besançon à prononcé 31 condamnations allant de 10 jours à 6 mois de prison ! Les uniques témoins à charge sont des C.R.S. qui parfois témoignent — par procuration !... — contre des inculpés pris à des endroits différents. Les inculpés sont domiciliés à Besançon sauf un, et sont à 90 % des travailleurs des différentes entreprises bisontines. Leur âge s'étend de 19 à 45 ans.
Il est sûr qu'un certain nombre de jeunes gens sont venus à Besançon quand l'usine a été occupée en pensant qu'ils pourraient nous témoigner leur solidarité en participant aux heurts.
Mais il est sûr aussi qu'à la date du 22 août, ils ne constituent qu'une infime minorité et que de l'avis général ils ne sont pas les responsables des affrontements. Même s'ils n'étaient pas venus, les affrontements auraient eu lieu. C'est la provocation que constitue l'occupation de notre usine qui est responsable des affrontements.

Comment nous déjouons le piège.

Dès le jour de l'occupation de l'usine nous avons affirmé que nous ne nous laisserions pas entrainer sur le terrain de lutte qu'on cherchait à nous imposer.
Dès le 14 août au soir, certains de nos délégués sont montés à Palente, aux endroits où se produisaient les heurts et ont rappelé à tous ceux que l'indignation avait fait venir et qui cherchaient à nous soutenir, que notre lutte principale se déroulait sur un terrain bien plus favorable, choisi par nous, et sur lequel les pouvoirs publics et le patronat ne sont pas en position de force : le terrain de la popularisation et de la solidarité ouvrière, que notre unité chez LIP permet de développer toujours plus pour obtenir un succès dans une lutte qui sera utile à l'ensemble des travailleurs.
Cette position depuis le 14 août, nous n'avons cessé de la réaffirmer collectivement jour après jour.
Mais nous ne pouvions pas nous désintéresser de ce qui se passe à Palente, de ceux qui s'y font ceinturer et matraquer, voire condamner. Même si nous pensons qu'ils viennent sur un mauvais terrain de lutte, nous savons que la quasi-totalité de ces gens sont des travailleurs comme nous ou d'autres personnes qui cherchent à défendre notre juste cause.
Les ignorer, les rejeter, ce serait d'ailleurs la meilleure façon de les empêcher de nous entendre quand nous leur expliquons notre manière de voir la lutte. Les ignorer, ou les dénoncer purement et simplement, ce serait un moyen supplémentaire d'alimenter les incidents dont les pouvoirs publics et le patronat cherchent à se servir.
C'est pourquoi dès le 19 août, nous avons créé une commission « LIP antirépression » qui cherche à informer les gens sur leurs droits, face à la répression, qui s'efforce d'assurer leur défense par l'assistance d'avocats, qui examine les cas sociaux (pères de famille condamnés, travailleurs licenciés à la suite de leur arrestation, etc.).
Cette commission LIP recueille aussi un maximum de témoignages sur les violences exercées par les forces du désordre à Palente et appuie les initiatives des habitants de ce quartier qui cherchent à défendre leurs droits et à obtenir réparation pour les dommages causés aux habitations.
Depuis 2 ou 3 jours, il semble que notre position a permis de désamorcer en grande partie le piège qui nous était tendu. En ce moment, nuit après nuit, les heurts et les violences à Palente sont en voie de disparition.

C'est le soutien actif des travailleurs qui imposera de véritables négociations.

De plus en plus, une semaine après l'occupation de l'usine, nous sommes en mesure de concentrer tous nos efforts sur notre terrain de lutte, celui où le rapport de force nous est le plus favorable.
Et tout particulièrement dans un moment où les pouvoirs publics cherchent à donner l'impression qu'ils ont des solutions pour le conflit LIP, que la véritable négociation est enfin engagée, et cherchent ainsi à démobiliser les innombrables travailleurs qui nous soutiennent, nous avons besoin du soutien vigilant de tous.
A ce jour, la véritable négociation que nous réclamons n'est pas encore engagée et ce n'est qu'en développant encore le mouvement de popularisation et de soutien actif, que la véritable négociation pourra être imposée et qu'un succès utile à tout le mouvement ouvrier pourra être obtenu ici, à Besançon. Besançon, 23 août 1973

L'ACTIVITÉ DANS L'USINE

COMMISSION POPULARISATION

Une nouvelle arme : notre film.

— Un film tourné en 16 mm sonore (son optique) d'une durée de 50 minutes environ expliquera clairement les motifs de notre lutte, les formes d'action adaptées à chaque situation et reflète avec force le caractère unitaire et collectif de notre action contre les démantèlements et les licenciements.
— Ce film représente un instrument d'une efficacité exceptionnelle.
Trois axes de diffusion sont prévus :
— utilisation permanente à LIP - Jean-Zay ;
— projection effectuée par des équipes LIP lors de leurs déplacements ;
— projections organisées par le soin des sections d'entreprises, U.L., U.D., U.R. et autres organisations. Ces organisations pourront commander et payer directement un certain nombre de copies.
Pour les renseignements écrire à : LIP - Jean-Zay. Commission Popularisation. 25000 Besançon.
Des équipes LIP continuent à sillonner la France. La semaine prochaine des délégations sont prévues notamment à Toulouse du 24 au 27 août ; Epernay les 24 et 25 août ; Sochaux les 27 et 28 août ; Dunkerque le 30 août ; Zurich le 31 août ; Clermont-Ferrand le 29 août.
Pour participer à cette popularisation, prendre contact avec les U.L. et U.D. C.G.T. et C.F.D.T. de ces régions.
Cette fin de semaine, 4 cars se rendent au Larzac pour témoigner de notre solidarité aux paysans en lutte contre le démantèlement de leurs terres.

REPRODUCTION DE LIP-UNITE

Pour augmenter la diffusion de LIP-UNITE de nombreuses sections syndicales, U.L., divers groupes et organisations reproduisent intégralement LIP-UNITE, au moyen de stencils électroniques et le diffusent dans leurs entreprises ou localités. C'est un excellent moyen de faire connaitre plus largement encore le point de vue collectif des travailleurs de LIP.

PRODUCTION

Les derniers préparatifs s'achèvent pour reprendre l'acitivité.

VENTE

Les derniers préparatifs s'achèvent pour reprendre l'acitivité.

SOLIDARITE

De nombreux amis n'ont pas hésité à faire un long déplacement après l'occupation de l'usine et l'arrêt momentané de la vente des montres pour nous témoigner leur solidarité et apporter leurs encouragements.
Plus que jamais des télégrammes, messages de solidarité, des collectes, des annonces de débrayages et de grèves nous parviennent de toute part. Bientôt le mur sera couvert par autant de messages de soutien qu'à LIP-Palente.

RESTAURANT

Le restaurant a été remis en route au groupe scolaire LANCHY près de la nouvelle usine avec l'ex-personnel Borel qui est resté avec nous. Tous nos fournisseurs continuent à nous livrer comme si de rien n'était.
La section C.G.T. de « Rosemont » nous offre de la viande pour 400 repas.

ANIMATION

La fête de samedi 18 et dimanche 19 a été un grand succès : 2.500 personnes y sont venues. De nombreux artistes ont prêté leur concours.

COMMISSION ANTIREPRESSION

Elle se réunit tous les jours à 16 heures dans les sous-sols de l'église Saint-Pie-X, à Palente. Ceux qui ont subi des violences et des dommages, ou leurs familles, sont invités à prendre contact avec la Commission.
A ce jour un mandat a été envoyé à toutes les personnes emprisonnées. La Commission s'efforce aussi de développer une action pour la réintégration des travailleurs licenciés à la suite de leur arrestation.

FAIRE SUIVRE S.V.P.

NEO-TYPO - BESANÇON